

Les féministes haïtiennes de tous les combats

Fania Noël

5 mars 2019

Texte inédit pour le site de Ballast

Au cœur de l'archipel des Caraïbes, la république d'Haïti. Y naissait, au mitan des années 1930, la première organisation féministe haïtienne. Fania Noël, fondatrice de la revue AssiégéEs — « pour une intersectionnalité révolutionnaire » — et membre du collectif afroféministe Mwasi, retrace ici, à la lumière d'évènements récents, l'histoire d'une lutte séculaire méconnue en France. Et invite, à rebours d'une conception libérale et individuelle de l'émancipation des femmes, à un féminisme de masse, populaire et ancré dans les réalités quotidiennes.



Octobre 2018. [Nice Simon](#), mairesse de Tabarre¹, porte plainte et organise une conférence de presse où elle déclare, photo à l'appui, qu'elle a été battue et séquestrée par son compagnon, l'homme d'affaires Yves Léonard. Un mandat d'arrêt est émis à l'encontre de ce dernier. Il n'est pas arrêté, et bien que des photos de lui dans des lieux connus de la capitale circulent, il ne semble pas plus inquiété que cela. Janvier 2019. Le mandat d'arrêt contre Yves Léonard est annulé et les faits sont requalifiés en simple délit. À la suite d'une

interview accordée par Nice Simon au média en ligne [Ayibopost](#)², Léonard annonce qu'il va donner une conférence de presse pour faire la « lumière sur Nice Simon ». Impossible



de saisir le sentiment d'impunité qui habite Monsieur Léonard sans une information clé : ce dernier est un proche de l'actuel président de la République [Jovenel Moïse](#), ainsi que du Premier ministre [Jean Henry Ceant](#). Il est par ailleurs propriétaire de la villa que loue le Président. L'origine de la fortune d'Yves Léonard n'est pas connue et fait l'objet de vives et constantes rumeurs d'activités illégales.

« Impossible de saisir le sentiment d'impunité qui habite Monsieur Léonard sans une information clé : ce dernier est un proche de l'actuel président de la République. »

Dans un pays où le justiciable de droit commun voit ses chances d'obtenir réparation réduites à peau de chagrin, les affaires de violences genrées sont un parcours de combattante. La féministe [Pascale Solages](#) déclarait dans le podcast local « Medam yo Ranse ! » que l'avancée d'un dossier dépend « *de qui porte plainte contre qui* ». Autrement dit, dans le contexte de corruption généralisée, une affaire ne se joue pas dans la cour, mais par vos relations. À cela il faut ajouter la pression sociale, familiale et religieuse, qui dissuade les femmes de porter ces affaires en justice. Une situation tristement banale dans nombre de pays, mais qui se trouve décuplée en Haïti, où les greffiers ne prennent pas en charge les procédures s'ils ne sont pas payés, où votre avocat peut s'arranger — contre rémunération — avec celui de la partie adverse pour saboter votre dossier. D'ailleurs, d'après Madame Simon, Yves Léonard ne manque pas de se vanter publiquement de circuler en voiture officielle, avec une enveloppe de 3 000 dollars américains pour graisser la patte de policiers qui seraient pris d'un soudain sens du devoir.

Le 17 janvier, c'est la cohue : une vingtaine de militantes féministes des associations [Solidarité Fanm Ayisyèn](#) (SOFA) et [Nègès Mawon](#) sont venues assister, leurs banderoles à bout de bras, à la conférence de presse d'Yves Léonard. Menaces et invectives fusent à l'encontre du groupe de femmes dans la salle de conférence d'un hôtel de Port-au-Prince. Le petit groupe d'activistes de Nègès Mawon, mené par Pascale Solages, est arrivé en premier. En t-shirt jaune, les supporters d'Yves Léonard — majoritairement des jeunes hommes, mais aussi trois femmes — tentent l'intimidation, mais les militantes de Nègès Mawon sont rodées à l'exercice. Parmi elles, l'artisviste³ et comédienne Gaëlle Bien-Aimé reste stoïque face aux insultes diverses habituellement entendues contre les féministes. Les invectives et autres discours de justification de la violence conjugale fusent : « *bouzen* » (« pute »), « *madivin* » (« lesbienne »), « *rayi nèg* » (« haineuse d'homme »)... À l'arrivée des militantes de la SOFA, vêtues d'un même t-shirt violet, le leader du groupe de supporters lâche un « *Oh non ! medam SOFA yo* » (« Oh non les

femmes de la SOFA ») et fait signe à ses troupes de se tenir tranquilles.



[View Entertainment](#)

Un siècle de féminisme haïtien

Alors que Nègès Mawon est une jeune organisation féministe ayant pour méthodes d'action des manifestations, l'utilisation de l'art ou l'accompagnement individuel des victimes de violences genrées, la SOFA fait partie des structures féministes historiques. Fondée le 22 février 1986, quelques jours après la chute de [la dictature des Duvalier](#) et le départ en exil de Jean-Claude Duvalier et de sa famille, la SOFA est l'organisation féministe la plus importante du pays. La réputation de ses militantes se base sur 33 années de travail et de mobilisation ainsi qu'un important réseau — notamment grâce aux centres présents dans tout le pays pour accompagner juridiquement les femmes victimes de violences sexuelles, domestiques ou économiques. Un atout leur permettant d'avoir une analyse qui intègre les questions de classe comme de ruralité à partir de l'expérience des femmes à l'intérieur de leurs communautés, tout en menant des combats juridiques et politiques d'envergure. Les attaques qu'essuient les mouvements féministes et leurs représentantes en Haïti — de la part d'organisations, de partis ou de groupes militants locaux — n'ont jamais pour enjeu de délégitimer leur existence, mais plutôt de confronter leur politique (il est d'ailleurs intéressant de faire le parallèle entre



le champ politique haïtien, héritier d'une révolution d'esclaves ayant abouti à un État indépendant et une décolonisation, et celui des pays qui se réclament des luttes anticolonialistes des Suds, où des mouvements qui se définissent comme anticoloniaux ou décoloniaux sous-entendent parfois que le féminisme est « affaire de Blanc·he·s »).

« La dictature des Duvalier a fait ce que les régimes totalitaires savent le mieux : opprimer les mouvements pour la liberté et contre l'ordre patriarcal, les pousser dans les marges et la clandestinité. »

La légitimité du mouvement féministe haïtien tient à son ancrage dans le siècle mais également au cœur de sa politique. C'est dès 1915 que l'on retrouve de nombreuses femmes actives au sein de l'Union patriotique contre l'occupation américaine (1915-1934). Et c'est en 1934 que se forme officiellement la première organisation féministe haïtienne, la [Ligue féminine d'action sociale](#). Elle concentre ses activités dans la classe ouvrière et propose : « *cours du soir pour les ouvrières, caisse coopérative populaire, conférences à travers le pays, création de bibliothèques, ouverture d'un foyer ouvrier, pétitions aux instances concernées pour l'ouverture d'écoles pour filles, réclamation d'un salaire égal pour un travail égal*⁴ ». La dictature des Duvalier a fait ce que les régimes totalitaires savent le mieux : opprimer les mouvements pour la liberté et contre l'ordre patriarcal, les pousser dans les marges et la clandestinité. Parmi ces figures, [Yvonne Hakim Rimpel](#), fondatrice et militante au sein de la Ligue féminine d'action sociale. Cette journaliste, dont le travail acharné pour dénoncer les exactions commises par les *tonton makout* [milice du régime Duvalier, ndlr], a été réprimée brutalement la nuit du 4 au 5 janvier 1958, ainsi que ses deux filles. Elle est enlevée, puis battue, torturée et laissée pour morte dans une rue de Petionville⁵.

ONGisation⁶ et dépolitisation des questions féministes

Dans les années 1980, la chute de la dictature amène la réémergence des féministes sur la scène politique. Le régime militaire du [Général Raoul Cédras](#) (1991-1994) met au cœur de ses stratégies le viol comme arme de répression politique. 1994 marque l'installation durable de troupes militaires de « maintien de la paix », qui suivent le débarquement de dizaines de milliers de Marines américains. Une réalité qui met le mouvement féministe face à une situation complexe : ces forces d'ingérence étrangères ouvrent dans le même temps un plus grand espace politique, un discours d'ouverture qui invite à la pratique démocratique et met l'accent sur la nécessité de la pluralité des

acteurs et d'une société civile forte — notamment via les programmes de « renforcement des capacités ». C'est d'ailleurs en 1994 que le mouvement féministe obtient un ministère : celui de la Condition féminine et du droit des femmes (MCFDF). La première à avoir dirigé ce ministère est une femme médecin, militante et membre fondatrice de la SOFA : Lise Marie Dejean.



□Leonora Baumann | UN | MINUJUSTH, 2018□

L'ONGisation extrême d'Haïti, après le tremblement de terre de 2010, conduit à une mutation des questions féministes : les sommes allouées par les différentes ONG aux organismes engagés dans les questions du genre se font en fonction de priorités liées à l'imaginaire occidental, par une politique impérialiste fémonationaliste⁷. Trois mouvements s'enclenchent simultanément : une dépolitisation de la question de la pauvreté par des projets de micro-entreprises, une dé-contextualisation des violences genrées liées pourtant à la situation de pauvreté en Haïti, la construction d'un discours de passivité des femmes haïtiennes qui occulte l'histoire et le travail du mouvement féministe⁸. Tout ceci au profit d'un marketing de la misère à destination des bailleurs de fonds et d'un public occidental assoiffé de « sauver » les femmes haïtiennes. Pendant cette période, une partie du mouvement féministe n'a eu de cesse de dénoncer les **viols commis** par des soldats de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Cette mission est d'ailleurs désignée par la Coordination nationale de plaidoyer pour les droits des femmes (CONAP) comme une occupation forcée. Neuf ans



plus tard, les bailleurs de fonds ont coupé les robinets : la grande majorité des ONG ont quitté Haïti. Leur action n'a laissé aucun résultat substantiel. Le film du réalisateur et producteur haïtien [Raoul Peck](#), *Assistance mortelle*, montre bien comment la majorité des fonds sont retournés dans les pays « aideurs », que ce soit par l'achat de matériel, de produits agricoles ou par des salaires très généreux et autres « primes de risques » et « frais de consultation ».

Le dedans et le dehors : lutte contre la corruption et contre l'ingérence

« Tout ceci au profit d'un marketing de la misère à destination des bailleurs de fonds et d'un public occidental assoiffé de "sauver" les femmes haïtiennes. »

Émeutes de la faim, crises électorales, départ massif de jeunes pour le Brésil et le Chili, corruption, cyclones... Loin des projecteurs, les crises se succèdent, la lassitude et la résignation prennent place. C'est lorsqu'on pense le fatalisme bien installé que les surprises arrivent. 2018 a vu émerger l'une des plus grandes mobilisations de ces 30 dernières années : le mouvement des Petro-challengers. Dans [une vidéo](#) pour la chaîne AJ+ en français, le journaliste Ralph Thomassaint Joseph explique la manière dont ce mouvement, parti d'une photo prise par le réalisateur Gilbert Mirambeau Jr. demandant « *Kòt kòb petrocaribe a* » (« Où est l'argent du Petro Caribe⁹ ? »), a rallié toute une génération.

Ce sont des jeunes né·e·s après 1986 qui composent le cœur de la mobilisation. Parmi eux, beaucoup de féministes. À l'instar de la lutte contre la pauvreté, la lutte contre la corruption est portée avec la même conviction par les principales organisations féministes. La corruption endémique est rendue possible par les gouvernements successifs, à visage découvert, à une échelle alarmante et dans l'impunité la plus totale. L'affaire Petro Caribe est la goutte de trop pour cette génération qui ne voit aucune perspective mais n'entend pas immigrer. L'intelligence du mouvement féministe haïtien est de n'avoir jamais cédé aux sirènes de la dépolitisation de la pauvreté ni à celles de la déresponsabilisation de l'État au profit d'un discours anti-impérialiste simpliste. La mobilisation de la jeunesse haïtienne articule dans ses revendications une lutte contre l'ingérence, en pointant du doigt la protection qu'offrent les États-Unis au [Parti haïtien Tèt Kalè](#) (PHTK), parti de l'ancien président et de l'actuel, [Jovenel Moïse](#). Le 31 janvier dernier, date de remise par la Cour des comptes du premier rapport sur les fonds Petro

Caribe, l'ambassadrice américaine Michelle J. Sisson et son homologue français José Gomez se sont rendu·e·s au Parlement haïtien pour une « visite de courtoisie ». En pleine manœuvre autour des élections au Venezuela, le timing de cette visite a soulevé de nombreuses interrogations dans la presse haïtienne.



□Gaëlle Bien-Aimée et Pascale Solages par Jean Marc Hervé Abélard | Round Earth Media□

Les jeunes féministes

Au sein d'organisations comme la SOFA ou [Kay Fanm](#), on trouve des sociologues, des économistes et des chercheuses haïtiennes de premier plan, en plus d'un réseau de militantes et d'organisatrices communautaires en milieu rural, sensibles aux pratiques féministes d'organisation et de lutte. Nègès Mawon, fondée en 2015, est sûrement l'organisation féministe la plus investie dans la mobilisation sur l'utilisation des fonds Petro Caribe. Ses membres, né·e·s en majorité après 1986, sont très présent·e·s sur Internet ainsi que dans les manifestations. Pascale Solages est l'une des figures importantes du mouvement des Petro Challengers et l'artiste Gaëlle Bien-Aimé, également membre de Nègès Mawon, utilise ses créations et [spectacles](#) pour interpeller et mobiliser. Au sein de la structure se trouvent une majorité de jeunes artistes, des étudiantes et de jeunes professionnelles souvent basées à Port-au-Prince. Ces jeunes féministes ont fait des choix stratégiques : au lieu de se calquer sur les savoir-faire des



organisations plus anciennes, elles ont choisi une forme de complémentarité. Elles ne peuvent accompagner juridiquement les femmes victimes de violences mais développent un système de soutien ; ainsi, un marrainage pour celles qui se lancent dans le parcours judiciaire a été mis en place et des militantes assurent un contact quotidien.

« Les féministes haïtiennes s’emparent des questions qui touchent la majorité et vont chercher les femmes là où elles se trouvent : dans les classes populaires, hors des organisations féministes. »

Anyes Noël est comédienne, metteuse en scène et poétesse guadeloupéenne. Elle vit en Haïti depuis quatre ans. Ce fameux matin du 17 janvier 2019, elle était présente à l'hôtel Plaza pour interpellier Yves Léonard avant de filer à la répétition d'une pièce de sa création¹⁰, sur les conditions de vie de femmes dans les prisons en Haïti et le système judiciaire. Dans des pays comme la France, les organisations féministes radicales non financées par l'État peuvent compter, malgré tout, sur d'autres leviers, comme le financement participatif ; en Haïti, la classe moyenne est davantage un mot qu'une réalité — ce n'est même pas sur le peu de représentants de la bourgeoisie que de jeunes féministes pourraient compter.

Ce que nous pouvons apprendre des féministes haïtiennes

« Les Rêves brulés », « *Rèv boukannen* » : ainsi s'intitulait la troisième édition du festival féministe de Nègès Mawon, en septembre 2018. On pouvait y voir la représentation théâtrale de la pièce écrite par Joanne Joseph, membre de l'organisation, comédienne, dramaturge et commerçante. La pièce raconte avec subtilité et force les violences physiques, sexuelles et sociales que subissent les *marchandes* des marchés, maintenues dans un état de délabrement et laissées à la merci des raquetteurs. La pièce dit aussi : ces *marchandes* font la richesse des bourgeois qui gèrent l'importation des produits de base. Et raconte, enfin, la violence au sein de leur propre foyer. Fin 2018, dans le plus grand marché de la capitale, les agressions continues ont atteint leur apogée : 24 corps ont été retrouvés sur un tas de débris à deux pas du Parlement. À l'heure où j'écris ces lignes, aucune lumière n'a été faite sur l'identité des victimes, les motifs et moyens du crime, ni même la date de leur décès. Au cours de l'année 2018, 80 % des dossiers que la SOFA a dû traiter concernaient les pensions alimentaires. Sharma Aurelien, militante au sein de la SOFA dont le travail de recherche porte sur ces



questions, déclarait dans le podcast « Medam yo Ranse ! » : « *Les femmes viennent pour la pension alimentaire, quand vraiment elles ne peuvent plus assumer seules les enfants ; mais quand on creuse, on voit qu'elles ont subi des violences de toutes sortes : domestiques, sexuelles, psychologiques.* » Pour que les femmes puissent aller au bout de leurs procédures, la structure doit parfois prendre en charge leur relocalisation dans une ville de province et gérer les besoins quotidiens de survie de leur famille.

Et si le contexte haïtien pouvait servir de point de décentrage pour les mouvements féministes noirs des pays où ils sont minoritaires racialement ? L'identité et le projet politique de la nation haïtienne étant intrinsèquement liés à l'identité *noire*¹¹. Le mouvement féministe haïtien, à l'instar des récits de femmes esclaves lors de la colonisation française de Saint-Domingue, ne pourrait-il pas nous éclairer sur notre manière de penser la libération de l'oppression patriarcale dans un contexte où la domination impérialiste (ou raciste) pèse de tout son poids ? « *Le féminisme doit devenir un mouvement politique de masse si l'on veut qu'il ait un impact révolutionnaire significatif sur la société*¹² » ; ces mots de [bell hooks](#) sont plus que d'actualité. Alors que le péril apolitique et libéral guette de plus en plus les mouvements féministes noirs aux États-Unis, au Canada et en Europe — à travers l'obsession portée aux questions de représentations et de transformations individuelles —, regarder vers les luttes féministes du Sud global aide à remettre des priorités tout en évitant les procès malhonnêtes en « légitimité ». Bien que citer Lénine soit toujours un exercice périlleux, ses mots sont ici parfaitement adaptés : « *À l'ère des masses, la politique commence là où se trouvent des millions d'hommes, voire des dizaines de millions.* » Pauvreté, prison, violences sexuelles, travail, corruption... Les féministes haïtiennes s'emparent des questions qui touchent la majorité et vont chercher les femmes là où elles se trouvent : dans les classes populaires, hors des organisations féministes.

Photographie de bannière : Moïse Pierre | FOKAL

1. Commune de Port-au-Prince.[↔]
2. Podcast produit par AyiboPost et présenté par Fania Noël sur les questions de féminisme en Haïti.[↔]
3. L'artivisme fait référence à une conception politique de l'art.[↔]
4. « Lutttes féministes en Haïti », Denyse Côté, revue *Possibles*, été 2014.[↔]
5. Commune de Port-au-Prince.[↔]
6. On désigne par ONGisation l'instauration du système des ONG comme structure privilégiée de l'action collective pour le développement.[↔]
7. Le fémonationalisme est le procédé de racisation visant à construire les personnes non blanches des pays occidentaux comme la principale menace contre les droits des femmes. Le pendant international du



fémonationalisme est une facette de l'impérialisme : il s'exprime via les politiques de développement, la justification de guerre au nom des droits des femmes ou la production d'un discours qui vise à rendre spécifique le patriarcat à certains pays.[↔]

8. *Déjouer le silence : contre-discours sur les femmes haïtiennes*, Denyse Côté, Darline Alexis, Sabine Lamour ; Mémoire d'encrier, 2018.[↔]
9. Le Petrocaribe est une alliance entre les pays des Caraïbes et le Venezuela. Le Venezuela devait vendre le pétrole à ces derniers à des tarifs préférentiels, permettant aux bénéficiaires retirés par un pays comme Haïti d'être investis dans des projets de développement sociaux et économiques. On estime à 3,8 milliards de dollars américain le montant du Fond Petro Caribe en Haïti.[↔]
10. « Gouyad Senpyè », le Déhanché de Saint Pierre, de Darline Gilles.[↔]
11. Haïti se définit dans sa constitution comme la première République noire, tel qu'indiqué dans sa première version de 1805 : « *Toute acception de couleur parmi les enfants d'une seule et même famille, dont le chef de l'État est le père, devant nécessairement cesser, les Haïtiens ne seront désormais connus que sous la dénomination génériques de Noirs.* »[↔]
12. *De la marge au centre : théorie féministe*, bell hooks, éditions Cambourakis, 2017.[↔]